

Demande de délais de grâce pendant la conciliation

Modèle fourni par SauverMonEntreprise.fr : remplacez les champs [ENTRE CROCHETS] par vos informations.

[RAISON SOCIALE]

[Forme juridique, capital]

[Siège social]

[SIREN]

Représentée par [NOM, PRÉNOM], [qualité]

Assistée de [CONSEIL, le cas échéant]

À Monsieur ou Madame le Président
du Tribunal [de commerce / judiciaire] de [VILLE]

Demande de délais de grâce

Monsieur ou Madame le Président,

I. La procédure en cours

Par ordonnance du [DATE], vous avez ouvert une procédure de conciliation au bénéfice de la société [RAISON SOCIALE] et désigné Maître [NOM DU CONCILIATEUR] en qualité de conciliateur. Les négociations sont en cours avec les principaux créanciers de la société.

II. Les poursuites du créancier

La société [RAISON SOCIALE DU CRÉANCIER], créancière d'une

somme de [MONTANT] euros au titre de [ORIGINE DE LA CRÉANCE], [nous a mis en demeure de payer par courrier du [DATE] / nous a fait assigner devant [JURIDICTION] par acte du [DATE] / a fait délivrer un commandement de payer le [DATE]].

[Le cas échéant : Ce créancier a été invité à participer aux négociations menées par le conciliateur et ne s'y est pas associé.]

III. La demande

Le paiement immédiat de cette somme compromettrait la poursuite des négociations engagées et la trésorerie nécessaire à l'exploitation courante, ainsi qu'il ressort de la situation jointe.

En conséquence, la société sollicite que le règlement de la créance de [RAISON SOCIALE DU CRÉANCIER] soit reporté ou échelonné dans les conditions que vous fixerez, le temps que la conciliation aboutisse.

Elle propose, à titre indicatif : [proposition d'échéancier ou de report, cohérente avec le plan discuté en conciliation].

L'avis de Maître [NOM DU CONCILIATEUR], conciliateur, est joint à la présente.

Par ces motifs, la société [RAISON SOCIALE] vous prie de bien vouloir lui accorder les délais sollicités.

Fait à [VILLE], le [DATE]

[Signature du représentant légal]

Modèle indicatif, à adapter à votre situation : il ne remplace pas un conseil personnalisé (avocat, expert-comptable, mandataire de justice). SauverMonEntreprise.fr, Comprendre, anticiper, agir.